

DELIBERATION n° 2021 - 11
portant approbation du procès-verbal de la séance plénière
du 14 mai 2020

Point inscrit à l'ordre du jour n° 1

Conseil d'administration du 11 mars 2021

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3 ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration **approuvent le procès-verbal du Conseil d'administration réuni en séance plénière du 14 mai 2020, annexé.**

Résultat du vote								
Vote	électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27				
Nombre de membres ayant été confrontés à un problème technique lors du vote				1				
Nombre de voix	pour	21	contre	0	abstention(s)	5	refus	0

Fait à Saint-Denis le **22 mars 2021**
Le Président de l'Université de La Réunion


Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le **25 MARS 2021**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **25 MARS 2021**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU JEUDI 14 MAI 2020**

Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le jeudi 14 mai 2020 à 10h00, exclusivement en visioconférence.**

Sur 33 membres en exercice dûment convoqués, 27 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10h21. Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

Points stratégiques, institutionnels et projets :

1. Approbation des procès-verbaux des séances plénières du 07 novembre 2019 et du 12 décembre 2019 (sous-réserve).
2. Plan de reprise progressive des activités sur site (PRAS).
3. Modification des critères de sélection pour l'accès en Master MEEF.
4. Modification des statuts des unités de recherche PIMENT - ICARE - DIRE.
5. Changement de sigle pour le laboratoire de chimie des substances naturelles et des sciences des aliments (LCSNA).
6. Demandes de financement.

Points d'organisation et de gestion :

7. Modification du plafond du nombre d'heures d'enseignement pour les personnels BIATSS.
8. Révision des conditions générales de vente de la direction de la formation professionnelle tout au long de la vie (DFTLV).
9. Grilles tarifaires.
10. Calendrier d'ouverture et de fermeture administratives de l'établissement pour l'année 2020-2021.
11. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Points d'information :

12. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information.
13. Questions diverses.

ONT ASSISTÉ AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

MEMBRES PRÉSENTS

Président de l'université de La Réunion : Frédéric MIRANVILLE.

Professeurs : François TAGLIONI - Matthieu LE CORRE.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Katia ANGUE - Pascal BARET - Salim LAMRANI - Fabrice VIALE - Isabelle FOCK - Chloé BOURMAUD.

Personnels BIATSS : Annie DUMONT - Jean-Philippe VELIA - Ilias TIMOL - Stéphanie ROBERT - Arsène GARAIOS - Yasmine ABDOURAZAK.

Usagers : Samantha POTHIN - Ketty GRONDIN - Alexandros ZAKHARATOS - Ahmed CHAMSI SAID.

Personnalités extérieures : Nathalie NOEL, représentante du Conseil régional - Brigitte CHARLES (jusqu'à 13h).

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs : Nathalie WALLIAN *par* Chloé BOURMAUD.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Florence PELLEGRY *par* François TAGLIONI.

Usagers : Dany ELISABETH *par* Samantha POTHIN.

Personnalités extérieures : Alain ARMAND représentant du Conseil départemental *par* Frédéric MIRANVILLE - Claude-Anne GAUTHIER, représentante des organismes de recherche partageant des unités de recherche avec l'université, (IRD) *par* Frédéric MIRANVILLE - Jeanne LOYHER, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Société ENOVA) *par* Katia ANGUE - Brigitte CHARLES, représentante d'une entreprise employant moins de 500 salariés (SCTE) *par* Katia ANGUE.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Gilles LAJOIE, Président du conseil académique - Gilles LAJOIE, vice-présidente du conseil d'administration en charge de la recherche et de la valorisation, par intérim - Rudrigue SAUTRON, Vice-président étudiant - Patricia DUCRET, Vice-présidente en charge de l'égalité Femme-Homme et de la prévention des discriminations - Olivier SEBASTIEN, Vice-présidente en charge des usages et des développements du numérique - Harry BOYER, chargé de mission éthique et déontologie - Christophe PORLIER, chargé de mission université numérique en région - Yoann CHANE-TO, Chargé de mission qualité et conditions et de vie au travail - Luçay SAUTRON, Chargé des affaires générales - Valère LEE-CHING-KEN, coordonnateur pôle excellence et rayonnement - Florence MARIUS-CALAIS, coordinatrice pôle éco-campus et infrastructures - Aldo JEAN-JACQUES, coordonnateur pôle réussite et vie universitaire - Pascaline FONTAINE, contrôleur de gestion - Véronique SEBASTIEN, Administratrice des systèmes d'information - Jean-Bruno GÉRÉONE, directeur des ressources humaines - Arnaud TESTULAT, directeur des finances et de la comptabilité - Juliana M'DOIHOMA, directrice de cabinet de la présidence - Yves DEPIGNY, responsable au service des affaires juridiques et du contentieux - Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.

Jean-Marc RIZZO, Directeur de l'UFR Droit-Economie - Brigitte GRONDIN-PEREZ, directrice de l'UFR Sciences et technologies - Jean-Michel JAUZE, directrice de l'UFR Lettres et Sciences Humaines - Bérénice DORAY, Directrice de l'UFR SANTE - Dominique MORAU, Directeur de l'UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement - Lalaonirina RAKOTOMANANA RAVELONARIVO, Directeur de l'ESIROI - SI MOUSSA, représentant de l'INSPE - Pascal PICARD, Directeur de l'Institut des administrations et des entreprises - Richard LORION, directeur de l'institut universitaire de technologie - Jean-Pierre CAMMAS, Directeur de l'OSU-R - Joelle MENANT, directrice du service commun de la documentation - Judex DE LOUISE, représentant syndical de l'A et l'UNSA - Rachelle MARIAMON, représentante syndicale CGTR Educ'Action et non syndiqués - Yasmine ABDOURAZAK, représentante syndicale UNSA ITRF-BI.O - Mathias

=====

Le quorum étant atteint, le Président accueille virtuellement les administrateurs et déclare la séance ouverte à 10h21. Il laisse place aux propos liminaires et fait un rappel technique concernant la main virtuelle pour les prises de parole qui apparaitront selon l'ordre des sollicitations.

Monsieur Chamsi Saïd signale ne pas être prêt à 100 % pour le vote électronique et demande de lui accorder plus de temps, puisqu'il utilise un smartphone à la fois pour se connecter en réunion et pour voter.

Le Président indique que ce point va être abordé. Le règlement intérieur stipule la possibilité de participer aux séances du Conseil d'administration à distance ; les statuts de l'université stipulent dans l'article 27 qu'à la demande d'un membre élu, il peut y avoir un vote à bulletin secret comme en présentiel. Il a fallu chercher pour le distanciel une solution technique qui permette à la fois de garantir le succès du vote, mais aussi l'identification des votants. Pour ce faire un outil a été identifié comme étant le plus à même de faciliter le traitement du vote à bulletin secret en distanciel et a été testé au sein de l'établissement. Il a été demandé à Monsieur Harry Boyer, Chargé de mission éthique et déontologie et président du Conseil académique en formation restreinte, de le mettre en œuvre en s'assurant de l'ensemble des conditions requises. De plus, des explications seront données sur l'outil et permettra aussi de répondre à la demande de monsieur Chamsi Saïd sur le délai de traitement du vote notamment. Il a été souhaité de sélectionner un outil qui se rapproche le plus possible de ce qui se fait en présentiel avec la gestion des procurations qui n'est pas toujours simple.

Monsieur Boyer commence la présentation à l'appui de diapositives et se terminera par un test avec les administrateurs pour s'assurer que l'ensemble des votants potentiels dans le cadre du vote à bulletin secret puisse le faire dans de bonnes conditions. Tout d'abord, un appel a été lancé à la création des comptes sur la plateforme depuis le 4 mai 2020. Il y a eu un rappel et une grande majorité de membres du Conseil d'administration ont créé leur compte sur cette plateforme. Le décompte à 9 h 39 est de 26 comptes validés. Il rappelle qu'un test a pu être mené la veille avec les membres du Conseil d'administration qui ont bien voulu se soumettre à l'exercice, pendant environ deux heures sur diverses questions de manière à ce qu'ils puissent y répondre simplement. Un partage d'écran est opéré pour transmettre quelques éléments à travers un diaporama. Il informe que le Conseil d'administration n'est pas la première instance à utiliser la plateforme. En effet, l'outil a été utilisé précédemment au Conseil académique restreint et à la Commission de la formation et de la vie universitaire. Il y a eu six instances – pour 154 votes réalisés et près de 2 579 suffrages recueillis *via* cette plateforme pour des points délibératifs au sein de ces instances. Cette application se veut être simple quant à son utilisation. Il y a un lien à copier qui permet d'accéder au vote qui se déroulera de manière distancielle. Sur la plateforme se trouvera une session qui sera celle du jour : « CA du 14 05 2020 » et il suffira de cliquer pour participer à cette session. Les identifiants devront être saisis : l'adresse mail et le mot de passe choisi et ainsi le membre pourra y participer. Les membres en général préfèrent avoir sur leur ordinateur la visioconférence et le navigateur relatif au vote sur le téléphone au lieu d'avoir deux onglets sur ordinateur. Le modérateur (Monsieur Boyer dans cette séance) est aux ordres du président de séance, qui indique quand ouvrir le vote et quand fermer le vote, dès lors que l'ensemble des votants ont pu exprimer leur choix. Pour voter, il faut avoir la connexion, une fois que le scrutin est ouvert. Les votes sont pris en compte immédiatement, il n'y a pas de confirmation du vote. Ce qui est fondamental, c'est que pendant toute la durée de l'ouverture du scrutin, il est possible de changer son vote, et c'est la dernière action qui va être prise en compte. Pour s'inscrire, il faut toutefois avoir un mot de passe qui a dû être activé, suite aux différentes relances reçues du support. Il arrive souvent que les membres oublient ce mot de passe parmi d'autres mots de passe qui sont utiles pour d'autres applications. Il suffira de cliquer sur "mot de

passé oublié", puis un lien arrivera sur la boîte mail et il faudra tout simplement rafraîchir la fenêtre et indiquer de nouveau un mot de passe, à l'identique des autres sites de ce type. Seuls les suffrages exprimés sont comptés. La participation à la session, c'est « d'entrer » virtuellement dans la salle. Puis, lorsque le membre participe, il y a l'analogue d'une feuille d'émargements associée au vote. Les membres de l'instance sont tous les membres qui sont réputés élus au sein de cette instance. Ces membres sont potentiellement présents ou représentés, et certains peuvent être absents. Enfin, d'autres explications sont données sur le rôle du « modérateur » :

- configurer les membres qui vont pouvoir s'exprimer ;
- configurer les procurations : recenser les procurations papiers reçues, puis renseigner dans une cellule le nom du mandant et le nom du mandataire et enregistrer les procurations avec les règles habituelles (maximum deux procurations par mandataire). Ainsi, le nombre de votes va pouvoir être comptabilisé selon le nombre de voix que possède le mandataire ;
- enfin configurer l'ordre du jour qui est pré-saisi dans l'application, de manière à ce que, sur instruction du président de séance, il suffira d'appuyer sur le bouton "Play", qui va déclencher l'ouverture des votes et par conséquent il y aura l'apparition de la fenêtre vers les membres élus pour leur permettre de voter (exemple sur le point inscrit « procès verbal »).

En cas de besoin, il est possible de créer en ligne d'autres sondages, par exemple, pour l'inscription supplémentaire d'un point qui pourrait être demandé pendant une séance. La séquence de test est ensuite réalisée sur demande du président.

Madame Abdourazak questionne sur les normes européennes de la plateforme.

Monsieur Boyer indique que la plateforme répond aux recommandations de la feuille de route de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en date du 21 juin 2019 par rapport à l'usage des votes électroniques, au sein des organisations et des instances.

Madame Abdourazak réitère son interrogation : *est-ce bien aux normes européennes ?*

Monsieur Boyer indique ne pas avoir d'indication particulière sur ces éléments. Donc il se réfère au droit, dans lequel il y a, une recommandation de la CNIL parue au Bulletin officiel du 21 juin 2019, dans laquelle l'intégralité des éléments sont respectés.

Le Président ajoute, en complément, avoir eu connaissance de cette plateforme à la Conférence des Présidents d'Universités (CPU). Il y a eu une présentation de l'outil et a été utilisé notamment pour le renouvellement de la gouvernance de la CPU lors de sa dernière session. Un bon nombre de questions ont été posées par les 170 membres de la CPU et toutes les questions ont trouvé des éléments de réponse. Il convient qu'il existe plusieurs outils, toutefois celui-là a l'avantage de pouvoir permettre une interaction assez simple et de se rapprocher le plus possible des éléments qui peuvent être réalisés en présentiel de façon classique. Le souhait a été d'utiliser cet outil au sein de l'établissement. De plus, il y a de nombreuses interactions avec le prestataire. Le délégué à la protection des données (DPD) a été associé ainsi que le responsable de la sécurité des systèmes informatiques. Il y a eu des tests qui ont été faits, qui ont mêlés également le service des affaires juridiques, qui avait une connaissance depuis quelques mois de l'outil, étant dans la recherche de ce type d'outils. Dès lors qu'a été validé le règlement intérieur du conseil d'administration qui stipule, que des membres peuvent participer à distance et se posait cette problématique du vote à bulletin secret.

Monsieur Boyer procède au partage d'écran de la fenêtre du modérateur. Il ouvre la session de vote test pour donner accès aux membres. Une fois le vote ouvert, la progression sera visible aux membres et se déroule à bulletin secret. Les éléments connus qui s'affichent à l'écran sont le nombre de personnes ayant voté.

Madame Abdourazak se dit ne pas être convaincue sur les explications et informe ne pas prendre part au vote.

Le Président lui demande, suite à ces questionnements légitimes, de ne pas hésiter à transmettre les références des textes qu'elle indiquait sur les éléments européens. Ainsi, ils pourront être vérifiés. Il rappelle que l'outil est, en tout cas, conforme avec le règlement interne de l'établissement et tout un chacun est libre de participer ou pas au vote.

Monsieur Boyer ajoute que les possibilités de vote sont : « oui », « non », « abstention » ou ne pas participer au vote comme dans une séance classique en présentiel. Il fait état des votes qui se sont déroulées en séquence de test avec 14 votants qui se sont exprimés sur les 33 inscrits. Dès lors que le Président souhaitera clôturer les votes, le résultat sera affiché.

Monsieur Chamsi Said interroge sur le fonctionnement. Par rapport à la situation, il y a eu le report des élections. Il souhaite que ce fonctionnement ne soit pas généralisé. Malgré les réponses aux questionnements, il estime que cela ne rassure pas encore et souhaite qu'il ne soit pas généralisé.

Le Président réitère que cette modalité est dorénavant dans le règlement intérieur du conseil d'administration de participer à distance. Cet outil est rendu nécessaire dans le cadre de la crise sanitaire réalisé en distanciel, mais c'est aussi un outil qui est souhaité dans le cadre du règlement intérieur du conseil d'administration et qui permet une participation à distance.

Monsieur Chamsi Said précise ses propos. Il ne souhaite pas que cet outil soit généralisé aux autres échéances électorales.

Le Président fait savoir sur les élections universitaires que cette modalité de vote électronique est autorisée par la loi, mais l'établissement est encore dans l'attente d'un décret qui n'est pas paru. Il confirme que cet outil ne sera pas utilisé, à ce stade, pour des élections universitaires, puisque réglementairement, ce n'est pas possible.

Quelques membres font part de leurs difficultés de connexion, **monsieur Boyer** épèle le site à inscrire dans le navigateur : <https://question.direct/ur> qui dirige directement sur la fenêtre permettant de voter. Il ajoute, en complément, que l'outil peut fonctionner à plein régime, et l'a constaté lors d'une séance de CAC-R durant laquelle 145 votes ont été réalisés. C'est la raison pour laquelle, il y avait des tests organisés en amont de la séance pour parer aux petites difficultés.

Le Président mentionne la CPU, où les votes se faisaient à bulletin secret selon les modalités classiques. Depuis l'utilisation de cet outil à la CPU, l'ensemble des membres ont clairement indiqué que cela ne se passerait désormais que par ce biais, puisque sur les 34 délibérations qui avaient été faites et qui duraient habituellement cinq heures, tout avait été réglé en deux heures avec une certaine convivialité. Les juristes de la CPU se sont penchés sur la question et ont permis l'utilisation d'un outil conforme.

Madame Bourmaud suggère, au même titre qu'il y a les possibilités de vote pour « oui », « non » et « blanc », qu'il y ait aussi la mention « refus de vote », puisque cela fait partie des possibilités.

Monsieur Boyer répond que le vote est totalement configurable et peut donner suite à cette demande. A titre personnel, il considère que le refus de vote se matérialise par le fait de ne pas voter et de ne pas cliquer sur chacun des trois boutons proposés. Toutefois, si le souhait est de configurer un « refus de vote », la manipulation peut se faire puisque l'application est totalement modulaire.

Madame Bourmaud pense que ce serait plus clair et plus facile pour décompter les votes parce que cela peut être un oubli d'un membre qui n'a pas voté, alors qu'en l'inscrivant, il y a l'obligation de cliquer sur une des réponses.

Monsieur Taglioni regrette après avoir voté, ne pas voir apparaître la mention "a voté" quelque part. En exemple, il va cliquer sur « oui », c'est immédiatement pris en compte dans le vote, mais cela serait apprécié que ce soit écrit « a voté », même s'il a compris que le vote peut être changé tant qu'il n'est pas clôturé.

Monsieur Boyer explique que c'est un choix qui a été fait par le prestataire, qui consiste à dire que dans une assemblée, les personnes votent de manière rapide.

Le Président demande de clôturer le vote (séquence de test).

Monsieur Boyer clique sur le bouton « clôture des votes », puis confirme. Sur l'écran apparaît la répartition des voix telle qu'elle est issue du scrutin : 22 personnes se sont prononcées sur le « oui », zéro « non » et trois « blanc ».

Le Président ajoute que lorsque la session a été clôturée, les participants ne peuvent plus s'exprimer à nouveau. La question n'est plus soumise au vote. Il termine en remerciant Monsieur Boyer pour ces éléments d'explication qu'il considère comme une belle avancée de pouvoir respecter les statuts, y compris dans ces situations d'instance à distance.

Point n°1. Approbation des procès-verbaux des séances du 07 novembre 2019 et du 12 décembre 2019 (sous-réserve).

Rapporteur : Président.

- **1.1. Séance plénière du 07 novembre 2019.**

Madame Bourmaud émet des amendements :

- La liste des membres ayant assisté en qualité d'invités, page 3 :

Ajout de « Chloé Bourmaud, représentante syndicale SNESUP » dans les représentants syndicaux.

- **Le point n°5. Liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) et à la prime de responsabilités pédagogique (PRP) et leur taux pour 2019-2020**, page 19 :

- Remplacer

« A son sens, ce volant ne sera pas a priori un surcoût comme cela a été indiqué »

Par

« A son sens, ce volant sera a priori un surcoût comme cela a été indiqué »

Madame Bourmaud signale sur le point 8 relatif à la désignation d'un nouveau membre de l'université (page 24), au CA du Parc national de La Réunion qu'il faut remettre ce point à l'ordre du jour d'un prochain CA, puisque madame Geoffroy (titulaire) a démissionné de ses fonctions de directeur de recherche.

Le Président répond que c'est prévu mais lui rappelle être sur le procès-verbal en lui-même.

- **Le point n°24. Projet de téléphérique urbain de la CINOR**, page 43 :

- Préciser

« Il était prévu une autre réunion avec la préfecture pour échanger sur les questions de sécurité et de sûreté liées au survol du campus, car l'analyse technique interdisait le déplacement et le décalage de la ligne ».

Par

*« Il était prévu une autre réunion **d'ici quinze jours** avec la préfecture pour échanger sur les questions de sécurité et de sûreté liées au survol du campus, car l'analyse technique interdisait le déplacement et le décalage de la ligne ».*

Madame Bourmaud souhaite discuter du point 25 qui lui paraît inexact car la commission disciplinaire, à son sens, a été saisie par le directeur de l'ESIROI, avec pour preuve la lettre qu'elle a envoyée en date du 21 octobre 2019.

Le Président indique que ce point pourra être traité par ailleurs, et lui rappelle être sur le point relatif à l'approbation du procès-verbal. Pour les autres passages, il indique qu'il n'y a pas de difficulté de les modifier à partir du moment où soit ce sont ses paroles.

Sans autres interventions et moyennant les amendements, le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

- **1.2. Séance plénière du 12 décembre 2019.**

Rapporteur : Président.

Madame Bourmaud interpelle sur cet envoi effectué, il y a environ une heure aux administrateurs et informe ne pas avoir eu le temps de le lire. Elle demande que ce point soit reporté à la prochaine séance.

Cette demande est rejointe par d'autres administrateurs.

Le Président rappelle que les procès-verbaux sont effectivement assez denses et cela prend un certain temps (à rédiger et à lire). Il accède donc à cette demande de report.

Point n° 2 : Plan de reprise progressive des activités sur site (PRAS).

Rapporteur : Président et Chargé des affaires générales.

Ce dossier est proposé dans le contexte de déconfinement qui se déroule à partir du 11 mai 2020 avec des éléments d'orientation reçus de la part de la ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation, qui se décline en interne à l'université. Ce travail a été confié dès la fin du mois d'avril à un comité d'élaboration du plan de retour de reprise de l'activité sur site, animé par Monsieur Sautron, Chargé des affaires générales.

Le document a été construit en termes de cadrage en s'appuyant à la fois, sur des éléments d'orientation du ministère et ceux qui proviendront de la Conférence des présidents d'université (CPU). Il a été souhaité assez rapidement de mettre en place ce comité d'élaboration dont la composition est précisée dans le document et qui s'est réuni à deux reprises. Antérieurement en équipe présidentielle, il a été souhaité de fixer une priorité absolue et un certain nombre de principes pour que le travail puisse être cadré. Cette priorité est la protection de la santé des personnels et des usagers qui a été clairement indiquée. En termes d'éléments de principes à respecter, il s'agissait de faire preuve de bienveillance et de progressivité dans le déploiement du plan de reprise de l'activité. En effet, de nombreux personnels s'inquiétaient d'une reprise qui peut être trop brutale et trop rapide dès le 11 mai 2020, d'où l'importance d'un plan de reprise de l'activité sur site, puisque l'activité s'est poursuivie pendant le confinement. De plus, faire preuve de souplesse, sur le travail en distanciel pour ne pas reprendre avec l'ensemble des personnels en présentiel immédiatement. Les textes permettent le travail à distance, donc de capitaliser sur ce point qui était également une orientation nationale. Un présentiel non pas imposé, mais basé sur le volontariat, hors activité essentielle, puisqu'il faut des agents sur place pour un certain nombre d'opérations sous la responsabilité des chefs de service. Il rappelle pendant tout le confinement, il y a eu en moyenne une trentaine de personnes présentes sur les campus universitaires et il a été souhaité d'organiser la reprise plutôt sur la base du volontariat. Prendre en considération les publics les plus fragiles notamment les personnes en situation de handicap

et les agents à risque au regard du Covid 19, élaborer ou s'appuyer sur des protocoles sanitaires stricts et assurer leur mise en œuvre au sein de l'établissement. Le cadrage qui a été proposé à l'ensemble des directions de laboratoire, des composantes, des directions, des services de l'établissement, a été fait de la façon la plus synthétique possible, l'idée étant de cadrer les activités hors enseignement. La partie enseignement ne reprendra pas en présentiel avant la rentrée en août 2020, sous réserve des conditions sanitaires. Au-delà des consignes qui ont été mentionnées dans le document, il y a eu un phasage des opérations qui a été positionné, avec quatre phases.

Une première phase qui est une phase transitoire de préparation à la reprise en présentiel du 11 au 18 mai 2020, donc recenser les besoins en équipement de protection individuelle (EPI), en aménagement à réaliser sur site. Faire en sorte de préparer les équipes à ce retour et amener l'ensemble des discussions pour que cela puisse se faire.

Une seconde phase du 18 mai au 30 mai 2020 qui est une phase de mise en œuvre progressive des plans de retour de l'activité sur site, en étant à l'écoute des différentes directions des chefs de service avec leur personnel. Il fait le constat que la situation est très anxiogène. Il y a beaucoup de collègues qui sont inquiets et il faut leur laisser le temps et leur garantir les conditions pour que la reprise se passe au mieux.

Une troisième phase à compter du 2 juin 2020 avec une présence sur site plus systématique, hors activité enseignement, pour revenir progressivement à un rythme normal. A partir de la rentrée universitaire 2020-21, sous réserve des conditions sanitaires, une reprise des activités d'enseignement en présentiel. Le CHSCT a été associé étroitement à ces éléments pour que l'ensemble des membres élus et des assistants de prévention puissent faire part de leurs remarques, le plus tôt possible.

Le document de cadrage a ensuite été transmis à l'ensemble des directions pour un retour attendu de l'ensemble des structures internes de l'établissement pour le 12 mai 2020. Il termine en remerciant le comité d'élaboration pour le travail effectué dans un temps qui était restreint et à l'ensemble des équipes, administratives, pédagogiques, techniques et de direction, qui se sont mobilisées pleinement pour organiser le retour à l'activité et qui ont produit des contributions au document qui comporte plus de 300 pages. Suite au cadrage, des canevas de documents ont été envoyés notamment pour le listing des personnels. Il pouvait y avoir des données à caractère personnel sur des questions de santé, de garde d'enfants qui étaient positionnées et il a été précisé qu'elle serait déclarative sur la base du volontariat. Il ne s'agissait pas de l'imposer aux personnels, en sachant que certaines de ces données sont sous le sceau du secret médical, pour d'autres, peuvent paraître sensibles pour les personnes. Il s'agit simplement de recenser des situations particulières pour y apporter une attention et une bienveillance particulière. Il cède la parole à Monsieur Lucay Sautron qui est présent à son premier Conseil d'administration et qui était Directeur général des services de l'université à l'époque.

Le chargé des affaires générales indique avoir été chargé d'animer le groupe de travail, qui s'est réuni dans des conditions particulières, puisqu'il n'y avait pas de consignes, ni de la CPU et s'est simplement basé sur une indication du président disant que les différents plans de reprise d'activité des universités se déclineront à l'échelle de chaque université. Il n'y a pas de plan type ni de références, donc en termes de responsabilité, cela engage un certain nombre de dispositions spécifiques.

Il présente quelques points de ce plan et rappelle qu'il y a eu deux longues réunions de travail importantes, les 22 et 29 avril 2020, qui ont permis de recueillir de nombreux éléments de cadrage, puisque les instructions sont venues postérieurement, comme c'est le cas du décret du 12 mai 2020 qui précise les conditions, par exemple, d'accueil des usagers. Il y a eu deux décrets successifs et en fonction des consignes gouvernementales, le travail c'est ainsi fait dans l'urgence.

Pour la partie organisationnelle, Le plan n'est pas figé à ce stade, donc il est évolutif et tiendra compte au fil de l'eau des différentes rentrées des personnels, des problèmes qui seront rencontrés et la mission du groupe de travail continuera jusqu'à ce qu'une évaluation soit faite de ce plan de reprise des activités pour l'adapter aux réalités du terrain.

Sur l'aspect sanitaire, l'application des consignes sanitaires sont posées par le gouvernement et par le ministre et sont adaptées aux établissements d'enseignement supérieur. Ce cadre ne s'arrête pas aux limites de l'établissement, la responsabilité du président de l'université est engagée, et même au-delà, à savoir anticiper des règles appropriées pour des personnels aux cas particuliers. De plus, il faut être en mesure de tracer les mesures prises sur ces agents, par exemple, qui ont exposé des difficultés pour ne pas être en présentiel ou en mode un peu dégradé. Pour ces mesures, le groupe de travail sur la contribution du CHSCT est intervenu de façon très longue sur ces questions pour aboutir aux éléments tels que des aménagements de locaux, débrancher les sèche-mains et être en mesure de faire des fiches techniques pour aider les fiches supports qui seront disponibles pour décliner en local des questions qui pourraient se poser. Sur les conditions de travail dans les bureaux individuels, les règles qu'il faut adopter lors d'une réunion c'est respecter la distanciation, en appliquant les règles de façon stricte, éviter le croisement dans les couloirs, qui résulte de l'implication forte des personnels. Les problèmes de ménage, la désinfection des locaux ont fait l'objet de grandes discussions et de désinfection même du poste de travail grâce à des kits de gel hydroalcoolique qui sont disponibles en quantité suffisante. Il y a plus de 700 litres de gel hydroalcoolique qui ont été commandés ; ils peuvent être distribués à la demande assez facilement. Sur les questions de port de masque, le groupe de travail considère que les personnes sont en responsabilité. Des masques seront distribués à l'entrée de l'université pour les personnels qui seront en reprise partielle progressive d'activité. Il est recommandé fortement le port du masque dans la circulation sur les campus, dans les bureaux. Les personnes, dès lors qu'elles observent les règles de distanciation n'ont pas à s'imposer cette règle au-delà de ce qui est acceptable. Il termine sur les questions d'ordre juridique sous le contrôle de monsieur le Directeur des ressources humaines et du service de la Direction des affaires juridiques. En la matière, compte tenu de l'ensemble des éléments exposés, la loi n'assujettit le Président de l'université qu'à une obligation de moyens en la matière, c'est-à-dire qu'en aucun cas, concernant la part sur laquelle vous avez été sollicité pour organiser à l'échelon local, les composantes, services et unités ne doivent pas s'inquiéter par une obligation de résultat. Si une responsabilité devait être recherchée, elle le serait sur le terrain de la responsabilité sans faute, c'est-à-dire, est-ce que l'organisation et les mesures qui ont été prises ont été suffisantes. Dans ce cas, aucune responsabilité personnelle ne sera engagée sur le terrain de la responsabilité administrative. En revanche, sur le pénal, la responsabilité personnelle du Président pourra être engagée en cas de manquement grave caractérisé et de fautes gravissimes. Il ne pense pas que le Covid oblige à une obligation de surveillance et d'organisation particulière. Il y a un protocole sanitaire à respecter, à mettre en place, à suivre. Puis, concernant la protection des données, le Code du travail n'interdit pas à toute administration, à tout employeur de créer un fichier nominatif pour l'élaboration et la tenue d'un plan de reprise d'activité, à condition que ces données ne visent que les données nécessaires à la réalisation de l'objectif. Clairement, ces tableaux ont été construits spécifiquement pour répondre aux exigences et à la protection de la santé des personnels et une meilleure organisation de leur travail dans le cas de cette épidémie qui présente un risque majeur, mais uniquement dans ce cadre. Il termine en disant que le groupe de travail se réunira de nouveau, pour affiner les plans et continuer à répondre aux questions, si possible en temps réel, et reste à disposition sur ces questions. De la même manière, il y aura toute une série de documents didacticiels qui seront disponibles sur le site intranet de l'université.

Le Président précise avoir travaillé en amont du Conseil d'administration avec le CHSCT qui a fait des préconisations dans le cadre du plan de retour à l'activité sur site des composantes ainsi qu'en amont du Comité technique d'établissement. Il précise que des évolutions réglementaires arrivent au fil de l'eau, sur des questionnements et des problématiques qui se posent de façon assez régulière. Cette diffusion a pour but de faire en sorte que cette reprise d'activité se fasse dans les meilleures conditions pour appuyer l'ensemble des directions. Puis, sur

l'approvisionnement en EPI, il reste malheureusement compliqué pour les masques, mais le fonctionnaire sécurité-défense ainsi que son équipe ont été mobilisés depuis un certain temps, de façon extrêmement forte pendant le confinement et maintenant pour la reprise. L'établissement dispose d'un stock de masques de 1 200 masques qui ont été répartis pour partie ; il reste en stock à l'heure actuelle 690 masques et plusieurs commandes dont 16 000 masques sont actuellement au port et le souhait est de les récupérer le plus rapidement possible. De plus, une deuxième commande de 10 000 masques qui devait être livrée lundi reste aussi bloquée au port, mais l'établissement est en relation avec la préfecture pour déverrouiller cette situation dans les plus brefs délais. Dans tous les cas, il a été mis en place cette reprise progressive d'activité, à partir du 18 mai 2020, pour parer à ces imprévus qui sont indépendants de l'établissement. Par ailleurs, il a également sollicité le Conseil régional qui s'était fait livrer 200 000 masques. L'idée était de voir si l'Université aurait pu avoir une avance en attendant la livraison des marchandises. Si, pour diverses raisons, lundi 18 mai 2020 l'établissement ne possède pas le nombre de masques qui permet de démarrer correctement, il demande à rester dans la configuration actuelle, le temps que les masques arrivent, mais il se dit assez confiant et que tout sera fait pour débloquer cette situation. Les services sont dans tous les cas plus que mobilisés sur ces questions, mais il reste des difficultés qui sont liées à un marché et à un approvisionnement qui est difficile à obtenir.

Madame Dumont réagit au sujet des masques. Elle comprend les problèmes d'approvisionnement, qui est un souci généralisé et ne concerne pas que La Réunion. Pour les collègues qui reprennent la semaine prochaine, elle donne des éléments de réponse reçus et a compris que les masques avaient été distribués au Moufia. Elle demande si la distribution s'est faite sur les autres sites, et demande, par exemple sur les sites : du PTU, de l'IAE, de Bellepierre et du Tampon. Elle signale que tous les sites n'ont pas de PC sécurité.

Le chargé des affaires générales répond que les instructions ont été données pour qu'à l'accueil des différents sites puisse disposer des masques ainsi qu'au Tampon. Il assure avoir vérifié quelques sites, mais pas l'ensemble du site, mais cela va être fait.

Madame Dumont prend acte quant à l'absence de PC, ce sera donc à l'accueil. Puis, elle interroge sur ce qui va se passer à l'issue du 2 juin 2020 car au bout de deux mois de confinement, elle pense que chacun sait désormais s'il peut travailler correctement et sainement en télétravail ou si c'est un inconvénient et ceux qui souhaitent revenir sur site. La question était du choix ou non qui sera laissé aux personnels, pour ceux qui ont un métier télétravaillable, de continuer à le faire et de venir sur site quand cela est nécessaire, c'est-à-dire garder le fonctionnement qu'il y avait, dans la mesure où cela ne pose aucun souci. Elle entend que des personnels veulent absolument revenir sur leur lieu de travail parce que cela leur pèse de travailler chez eux. Il y a aussi le cas inverse, des métiers pleinement télétravaillables et avec qui les gens se sont très bien débrouillés. Qu'en est-il du télétravail à partir du 2 juin 2020 pour les cas où, ce n'est pas une question de garde d'enfants ou de fragilité ?

Le Président explique que le phasage des opérations et plus particulièrement pour la phase 3, il ne s'agit pas d'une reprise systématique de l'activité en présentiel, en plus des activités essentielles. Dans les principes qui ont été fixés, c'est le fait de capitaliser sur le travail à distance. Etant donné qu'il y a eu aussi des évolutions réglementaires sur ce point.

Le directeur des ressources humaines fait savoir qu'a été communiqué le 11 mai 2020 une note de la Direction Générale de la Fonction Publique (DGFP) concernant la sortie du confinement dans la fonction publique. Il y a donc, des dispositions spécifiques qui sont stipulées, notamment le dispositif pour la garde d'enfants de moins de 16 ans. Ce qui est clairement indiqué dans cette note, c'est qu'entre la période du 11 mai jusqu'au 1er juin 2020, il n'y a pas de changement de situation, c'est à dire les trois modalités connues d'organisation du travail actuellement au sein des administrations publiques : présentiel sur les activités essentielles, télétravail sur les activités non essentielles, et cette possibilité dérogatoire de positionner les agents en autorisation spéciale d'absence. Le changement majeur, c'est qu'à compter du 1er juin 2020, ces autorisations

spéciales d'absence, qui actuellement peuvent profiter dans le cadre de garde d'enfants, ne pourront être finalement accordées qu'aux seuls agents pour lesquels l'établissement scolaire ou, le cas échéant, la mairie aura remis une attestation de non prise en charge de l'enfant. Donc ce qui implique que les parents qui ne souhaitent pas scolariser leurs enfants, alors que l'organisation mise en place permet un retour dans leur structure d'accueil, doivent poser des jours de congés. Pour revenir à la question de Madame Dumont sur le télétravail, il précise qu'à compter du 1er juin 2020, ce sera toujours une modalité possible d'organisation du travail. Entre temps, a été publié un décret le 6 mai 2020 qui modifie les conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique. Ce décret permet d'utiliser le télétravail et le recours au télétravail occasionnel, donc pouvoir déroger aux trois jours et aller jusqu'à la semaine en matière de télétravail.

Madame Dumont demande si l'établissement applique le décret national ou il s'en tient à la phase d'expérimentation locale, qui est sur un jour seulement ?

Le Directeur des ressources humaines explique dans ce contexte de crise sanitaire, être plutôt sur un schéma de travail à distance. Le décret précise que le télétravail peut s'exercer à domicile. Donc, depuis le début de ce confinement, l'établissement a utilisé cette modalité de télétravail. En application de ce décret, l'établissement est en mesure de continuer à appliquer cette modalité, en fonction des cas.

Le Chargé de mission CQVT précise que le décret va amener à porter des modifications sur la charte du télétravail qui est actuellement active à l'échelle de l'établissement et qu'à cet effet, il va y avoir un groupe de travail qui va se réunir au début du mois prochain pour pouvoir proposer une charte adaptée en fonction du nouveau décret et sera proposée aux instances du CHSCT et du CTE des mois de juin et du CA du mois de juillet, pour une mise en application dans les conditions dans lesquelles l'établissement peut déroger à la charte actuelle de l'Université de La Réunion, puisque le travail en distanciel est considéré en situation exceptionnelle pouvant aller jusqu'à cinq jours. Il sollicitera les organisations syndicales pour qu'elles puissent mettre à disposition un représentant permettant de travailler sur la prochaine version de la charte.

Madame Pothin intervient sur la page 6 du document relatif aux bibliothèques universitaires, où il est mentionné la possibilité de réouverture de certains espaces. Elle demande, dans un premier temps, si cela va se faire et s'interroge sur les nombreux textes qui concernent la possibilité d'accueil. Est-ce que cela va être mise en place et dans ce cas, sur quels sites et dans quel timing ?

La directrice du SCD informe que ce qui est prévu, c'est qu'à compter du 18 mai 2020 toutes les bibliothèques puissent accueillir les retours des documents des étudiants, des enseignants, des usagers dans toutes les bibliothèques sauf à l'ESIROI, où il y a des boîtes extérieures de retour de livres. Elle indique que ce n'est pas très simple, car il y a des textes assez contradictoires, selon qu'il y ait du plastique sur le livre ou pas et que dix jours après le retour, ils vont devoir être mis en quarantaine pendant 10 jours sur des étagères à part, avant de devoir être rangés. Les personnels vont manipuler ces livres et vont le faire en étant équipé de gants, masques, blouse, etc., avec un nettoyage de tout ce qu'ils auront touché. Ensuite, le service de réservation permettra à tous les usagers d'emprunter un nombre illimité de livres jusqu'au 1er septembre 2020. Ils pourront faire les réservations normalement, le temps de recevoir le livre et d'organiser, selon les campus, pour un commencement à partir du 20 mai 2020. A cette fin, des horaires ont été mis en place et les discussions sont en cours avec une dernière réunion de finalisation, sur les plages horaires de 10 heures à midi et de 13 heures à 15 heures, donc sur des créneaux limités pour éviter de trop étaler, de prendre des rendez-vous, ce qui resterait compliqué. Quatre heures par jour dans toutes les BU, semblé une proposition raisonnable. Pour les usagers qui ont des livres aujourd'hui et qui ne souhaitent pas les rendre, la date de retour a été automatiquement prolongé jusqu'au 1er septembre 2020.

Madame Pothin interroge sur l'ouverture de certains espaces, est-ce que cela va se faire ?

La Directrice du SCD répond que cela a été envisagé dans deux bibliothèques. Pour l'instant, le commencement est les retours pour voir comment cela se passe et si le matériel est à disposition car il a été promis pour le 18 au matin. Il faut aussi rassurer les personnels. Sur les chiffres de fréquentation habituels, en 2019 par exemple, pour le mois de mai, juin et juillet, elle a tendance à beaucoup diminuer. Elle est consciente qu'il y a quelques étudiants qui sont logés sur les campus et qui n'ont pas rendu leur logement, donc il serait envisagé un point d'accueil au Moufia sur la bibliothèque droit-lettres, et un autre à la BU du tampon. Elle propose à Madame Pothin d'en discuter la semaine prochaine, en visioconférence ou en présentiel en respectant la distanciation. Elle évoque des propositions d'aménagement de la salle de la BU droit-lettres au rez-de-chaussée qui accueille les expositions et y placer quelques tables et chaises, et peut-être un ordinateur ou deux. Cela resterait dans une zone limitée pour le ménage, pas de papier, pas de documentation, ou alors le personnel irait chercher. Certains personnels veulent reprendre le service mais ont des inquiétudes par rapport à la garde d'enfants, car si cela est acté, ce sera quatre heures par jour, aux mêmes horaires que le drive, parce qu'il y a aussi des questions de nettoyage. Mais, elle fait part des constats d'étudiants présents sur le campus, et elle regrette de ne pas leur offrir des places assises, un endroit où ils aient une bonne connexion Wi-Fi pour travailler. Revenant sur les horaires cités : de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 15 heures, elle explique qu'ils ont été choisis dans le but de permettre au personnel de finir plus tôt quand ils ont des problèmes de garde d'enfants. De plus, les horaires d'ouverture ont été réduites conformément aux consignes du CHSCT qui préconise que les locaux avant le ménage soient libres pendant 12 heures. Donc, après avoir quitté les locaux à 17 heures, le personnel de ménage peut intervenir entre 5 heures et 8 heures du matin.

Le Chargé des affaires générales explique que le décret du 11 mai pose le principe d'une interdiction, c'est à dire pas d'usager sur le site et pas d'étudiants en circulation sur le site, sauf dérogation, typiquement à la BU, pour laquelle la réglementation est prise par la conservatrice et directrice du SCD, sous son contrôle et dans le respect du protocole. Toutes les mesures qui vont être prises reçoivent des avis positifs car cela va dans le sens des étudiants, mais sous bénéfice d'inventaire et en fonction de la configuration très spécifique des lieux. Actuellement, cela est dérogatoire car le principe général au niveau national est de rester sur la fermeture.

Le Président ajoute que le décret n'autorise la présence sur site des usagers que pour les services de médecine préventive. Il peut être imaginé des dérogations, mais il faut voir s'ils peuvent l'appliquer, et dans quelle mesure. Il y a ces propositions qui sont faites par madame la directrice du SCD, mais, il faudra voir progressivement comment évoluent ces questions.

Madame Bourmaud porte à connaissance le retour des départements qui n'avaient pas été contactés pour le PRAS, si bien que les PRAG, les PRCE, des lecteurs ou d'autres personnels ne sont pas dans les unités de recherche et ne sont pas cités dans les tableaux propres des personnels à chaque composante. Le document a été envoyé en amont de la séance et elle n'a donc pas vérifié ces tableaux et demande si cela a été fait depuis. Ensuite, elle interroge sur la partie recherche, concernant les stagiaires de masters, certains arriveront de métropole en juin 2020. Elle souhaite savoir si le chargé des affaires générales a connaissance des quarantaines ou des éléments qui vont être mis en place à partir de la venue de ces Masters Recherche.

Le Chargé des affaires générales répond qu'en ce qui concerne les départements, il n'y a pas, d'ostracisme particulier par rapport à l'endroit des départements, ce sont des composantes qui ont dû théoriquement être destinataires des documents. Il pense qu'il s'agit d'une erreur technique et le vérifiera. Cependant, il indique qu'il est toujours possible d'apporter sa contribution sur le format imposé.

Le Président complète en disant que dans le processus d'élaboration du plan de reprise de l'activité sur site, il y avait, en termes d'interlocuteurs, les directions de composante et les départements qui sont bien positionnés dans les composantes et donc charge aux directions des composantes de travailler avec leurs départements et les directeurs de laboratoire, les

coordonnateurs de pôles et les membres du CHSCT. C'est ce processus qui a été mis en place et les remontées des départements sont dans les contributions des composantes.

Madame Bourmaud indique qu'il y a dû effectivement avoir un problème de communication, car des personnels n'ont pas été interrogés sur leur reprise ou sur leur souhait par rapport à cela.

Le Président conseille de se rapprocher de leurs directions de composante pour faire apparaître leur positionnement dans les tableaux de remontées qui ne seront pas diffusés puisqu'ils contiennent des informations personnelles. Ils seront à usage des services dédiés pour les questions de protection.

Le Chargé des affaires générales répond sur les Masters stagiaires qui seraient de retour de métropole et indique ne pas avoir d'information précise. L'établissement sera soumis aux mesures que prendra le préfet à l'égard des transports, des voyages, de l'ouverture du ciel par rapport aux règles de quatorzaine.

Le Directeur de l'IAE remercie pour le travail effectué sur le PRAS et émet quelques interrogations par rapport à ce qui a été dit. Il comprend cette phase un peu souple qu'il y aura à partir de lundi 18 mai 2020 avec de nouvelles règles qui seront mises en œuvre à partir du 2 juin 2020. Il se dit un peu partagé et a l'impression qu'entre deux situations, il y a un côté où il est souhaité un maximum de reprises en présentiel et de l'autre, une certaine tolérance pour des personnes qui présentent des difficultés, que ce soit d'ordre médical ou des gardes d'enfant avec des éléments de réponse sur ce sujet. *Est-ce qu'on s'oriente à partir du 2 juin sur un système où il va falloir justifier pour être en télétravail ? Que ce soit à partir d'un certificat médical ou d'une attestation de la mairie ou de l'université pour impossibilité de prise en charge d'enfants.* Il explique qu'à l'IAE, a été mis en place un système basé sur la nécessité de présence, mais aussi sur le volontariat. À partir du 2 juin 2020, à son sens, il avait eu cette lecture, un retour pour la partie administrative en présentiel, pour tous ceux qui le peuvent. Ensuite, concernant lundi 18 mai 2020 s'étant rapproché du fonctionnaire sécurité défense, il avoue manquer d'information, notamment sur les masques et en ce qui concerne le gel hydro alcoolique, qui lui semble encore le deuxième élément indispensable. *Est-ce qu'il y aurait une livraison qui sera faite lundi matin ?* Il pense que cela a été géré au niveau logistique avec ses équipes, mais à son niveau, il n'a pas eu d'informations sur le matériel et la quantité qui doit être livrée, notamment sur une composante éloignée. De plus, il comprend les difficultés au niveau des masques et demande s'il est accepté par exemple que les agents soient équipés de leur masque acheté à l'extérieur, comme solution intermédiaire ou est-ce préférable d'attendre la livraison des masques de l'université et reporté le retour sur site prévu lundi 18 mai 2020. Enfin, concernant le matériel un peu plus spécifique, jusqu'au 2 juin 2020, et pense qu'il faudra répartir, pour n'avoir qu'une seule personne par bureau etc. Cela nécessitera un accueil un peu plus massif du personnel, des supports, du plexiglas et demande si à l'échelle de l'université, il est prévu une commande de plaques en plexiglas pour isoler les bureaux, où il y a plusieurs personnes.

Le Président répond sur le retour au 2 juin 2020 que le principe adopté est un retour plus systématique en présentiel, donc sur site en tenant compte des difficultés que peuvent rencontrer les personnels, à la fois en raison d'une situation fragile en termes de santé, mais également en termes de contraintes personnelles liées à la garde d'enfants, mais aussi sur les questions d'utilisation des transports en commun ou autres. Donc à partir du 2 juin 2020, ces questions restent des préoccupations importantes. Ce qui est proposé est de fonctionner sur la base de la souplesse et de la responsabilité partagée. Pour tout personnel à risque, il n'est pas question qu'il reprenne. Et tous les personnels qui auront des contraintes, et à partir du moment où la direction est destinataire de ces contraintes, sous réserve des éléments de réglementation, les plus récents, ces personnels pourront maintenir un travail en distanciel. Au-delà de ces éléments de cadrage qui sont existants et pour l'essentiel nationaux, il y a aussi des modalités internes à l'établissement, tel que le télétravail. A son sens, il faut garantir la protection des personnels sur site et permettre la réalisation des missions de chacun, soit sur site, soit en distanciel, en fonction des contraintes des uns et des autres. Par conséquent, il faut pouvoir, sous

la responsabilité des directeurs, interagir avec leur personnel pour que cela puisse se faire de façon la plus respectueuse possible de ces différentes contraintes et bien respectueuses des textes.

Le Directeur des ressources humaines complète sur la nécessité de justifier les modalités. Dans le cadre des autorisations spéciales d'absence (ASA) pour garde d'enfants, il est obligatoire, de produire une attestation de non prise en charge de l'enfant. Puis, concernant les personnes vulnérables qui ont une pathologie qui répond aux 11 critères de vulnérabilité selon le Haut Conseil de la santé publique, il est aussi obligatoire de fournir un justificatif sous forme d'arrêt de travail, sachant que c'est un sujet très sensible, notamment en matière de protection de données à caractère confidentiel. L'administration se préserve l'obligation du secret médical. Il rappelle être sur le positionnement en ASA pour les personnes vulnérables et non sur du télétravail, ce qui est indiqué dans la nouvelle note, le certificat d'arrêt de travail constitue une formalité obligatoire pour le justifier.

Le Président revient sur la question posée au sujet des masques et indique que l'interlocuteur est Monsieur Oojeeraully. En parallèle, il informe qu'une livraison devrait être récupérer à partir de 15h30 ce jour, soit plus de 10 000 masques. Il suggère d'exprimer leur besoin et d'indiquer le point de livraison pour les sites distants, ou la personne à contacter pour ceux qui sont sur place. Ainsi, il se chargera de transmettre partiellement le matériel, car il y a un principe de livraison progressive des masques. Sur la question des gels hydro alcooliques, ce sont aussi des équipements importants avec un stock de 400 litres au sein de l'établissement qui devrait être suffisant pour couvrir les besoins des prochains mois. Il n'y a donc pas de problématique d'approvisionnement, il y a eu des livraisons dans le Sud, des distributeurs vont être installés, lui semble-t-il, sur l'IUT et certains ont été installés sur le campus du moufia. Puis, sur la question des masques grand public, il indique qu'il est préférable d'avoir des masques dont tout le monde connaît pertinemment qu'ils sont certifiés. Il est question de s'appuyer sur les masques de l'établissement, mais si des personnels ont leur propre masque et que ces masques sont conformes aux normes, il n'y a pas d'interdiction pour eux de les utiliser. Il serait idéal que les personnels puissent certifier, le justifier.

Le Directeur de l'UFR LSH souhaite rebondir sur la question posée par Madame Bourmaud qui lui a été également posée au niveau de l'UFR Lettres et Sciences humaines, à savoir pourquoi certains enseignants n'ont pas été pris en compte dans le recensement, notamment le fichier nominatif. Il précise comme indiqué dans les propos précédents que c'est un plan qui se met en place, qui est évolutif. Il explique qu'il était urgent de faire dans un premier temps un état des lieux du personnel administratif pour ensuite compléter ce plan avec le personnel enseignant. Dans le cas de figure, il y a deux types d'enseignants, enseignants-chercheurs : ceux et celles qui s'inscrivent dans le cadre d'un laboratoire à la demande du Président pour la remontée d'information. Ensuite, il y a la catégorie des enseignants, enseignants-chercheurs, qui n'appartiennent pas à un laboratoire et ne sont pas inscrits dans un laboratoire, c'est-à-dire les PRAG et les PRCE. Cela signifie que ce sera rectifié en passant par les départements pour pouvoir faire ce recensement auprès de cette catégorie de personnels et voir au niveau du fichier nominatif quelles sont les conditions dans lesquelles ils vont reprendre ou pas leur activité. Il revient sur la question qui a été posée, *quel est véritablement le sens de la présence des autres enseignants sur le site, dans la mesure où les enseignements se font en distanciel ?* Il est souhaité pour certains d'avoir accès au département, pour pouvoir utiliser les ordinateurs, mais de son point de vue, pour les autres enseignants une visioconférence peut être une solution et c'est ce qui se fait régulièrement en distanciel. Il considère que ce recensement peut être fait, mais il s'interroge. A son sens, sur le potentiel de ce type de personnes au niveau des composantes, il pense qu'ils pourraient continuer dans le cadre du distanciel pour les enseignements ; s'agissant des examens, il s'interroge et souhaite avoir des précisions sur le sujet.

Le Président indique que dans le document qui a été transmis, ce n'était peut-être pas suffisamment clair. Il était question de recenser l'ensemble des situations des personnels à la reprise, avec mention du type de personnel en distanciel ou en présentiel. Il y a aussi des

positionnements globaux, par exemple les enseignants PRAG et PRCE ne sont pas sur site, donc ils travaillent à distance. Ce sont des choses qui peuvent être mentionnées dans les tableaux. Il revient sur les questionnements de Monsieur Picard sur les autres équipements de protection, le plexiglas, notamment lors de l'accueil du public. Il rappelle qu'il était question de la centralisation et de l'achat de ces équipements. Ce qu'il propose, sous contrôle du DFC qui succède à monsieur Yves Langevin, c'est qu'à partir du moment où il y a des éléments de besoin sur les équipements et en cas d'impossibilité pour la DLMHS que les composantes prennent sur leurs budgets et au moment de l'élaboration du budget rectificatif, les fonds seront réalloués. L'idée est d'avoir la plus grande réactivité possible, afin de protéger les personnels, sachant que les éléments budgétaires seront restitués, conformément au prévisionnel 2020 qui a été validé par le Conseil d'administration.

Le Directeur des finances et de la comptabilité se présente, étant son premier Conseil d'administration et remercie monsieur le Président pour leur accueil et tous les témoignages de sympathie reçus par d'autres personnes. Concernant les équipements et le matériel, il confirme cette possibilité de prise en charge, de faire un transfert de crédit pour régulariser cette situation.

Le Directeur de l'IUT remercie pour mes éléments de réponses en particulier sur le volet des EPI et du plexiglas ainsi que sur les achats. Il évoque, deux cas particuliers discutés en Conseil de directeurs de composante (CDC). En ce qui concerne l'IUT, l'accueil d'entreprises partenaires sur des activités de recherche et développement au niveau du site sur la formation professionnelle. Sur ces aspects, il est prévu, dans le cadre du document, un fonctionnement quelque peu « dérogatoire », pour permettre l'accueil d'entreprises partenaires sur des contrats de prestations en recherche et développement, et de l'autre côté, d'aménager un espace spécifique pour la formation professionnelle qui pourrait être utilisé à titre exceptionnel qui a été mis sous cette forme dans le document. Néanmoins, d'un point de vue de l'organisation globale, il estime que cela nécessite des aménagements, de la mise en place de marquage. *Est-ce qu'on peut, dans le cadre de la réglementation, permettre ces activités ?* S'étant basé sur le courrier de la ministre en date du 3 mai 2020, il demande si la DLMHS va pouvoir mettre en place l'ensemble de ces dispositifs pour le 2 juin 2020.

Le Président fait savoir que pour les publics de formation continue, notamment ceux qui relèvent de l'apprentissage, des communications seront diffusées. À sa connaissance, ils devaient être faits en relation avec le ministère du Travail. La dérogation sur site ne peut être mise en œuvre que par rapport à un certain nombre de modalités qui seraient connues pour l'accueil sur site. Sur la question des partenariats en R&D, à son sens, cela lui semble différent, puisqu'il s'agit des activités liées à la recherche scientifique. À partir du moment où ces activités sont cadrées et respectent toutes les méthodes et qu'elles disposent de tous les équipements de protection, elles sont autorisées sur site. À sa connaissance, il n'y a pas d'interdictions sur ces activités, indiquées par les textes.

Le Directeur de l'IUT profite de l'occasion pour faire le lien avec la DLMHS pour mettre en place les dispositifs de sécurité. Il informe que sur le site de Terre sainte, il n'y a pas de PC sécurité. Il faut donc prévoir une organisation spécifique pour accueillir les entreprises prestataires viennent sur site et réitère la question sur l'accompagnement de la DLMHS dans le déploiement du Plan et du dispositif sanitaire sur le site.

Le Président répond que la DLMHS est très sollicitée en cette période. Une réunion a été faite avec certains agents de la DLMHS, certains agents sont très inquiets et sous pression par rapport à ce plan de retour d'activité. Il assure de tout le soutien de l'équipe présidentielle pour faire en sorte que cela se passe au mieux, y compris s'il y avait des besoins particuliers et humains. Il rappelle que l'établissement n'a pas une capacité illimitée à accompagner les recrutements en ce moment, mais il y a des possibilités de le faire pour garantir la protection des personnels. Il informe que le ministère a demandé la balance financière, puisqu'il y aura des dépenses supplémentaires non prévues au budget. Ces éléments se construisent par le DFC et le DRH sur

tout élément de dépenses nécessaires dans le cadre de cette reprise de l'activité, pour avoir la visibilité le plus tôt possible et les remonter au ministère.

Le Président du Conseil académique revient sur l'interrogation de Madame Bourmaud sur les étudiants de master qui rentreraient sur le territoire. Il pense qu'il faut patienter encore quelques jours, puisque la ministre des Outre-mer est intervenue, pour préciser que le gouvernement prendra, dans les prochains jours, des décrets permettant de mettre en œuvre les mesures de quarantaine prévues par la loi du 12 mai 2020. Un jour avant, il y a eu une position convergente du Conseil scientifique et de la ministre des Outre-mer pour qu'il y ait, une quatorzaine renforcée et encore stricte dans les Outre-mer. Le Conseil constitutionnel a considéré, comme mesure privative de liberté, toutes celles qui consistent en un isolement complet, lequel implique une interdiction de toute sortie ou celle qui impose à l'intéressé de demeurer à son domicile ou dans son lieu d'hébergement pendant une plage horaire de plus de douze heures par jour. Il pense que cela sera tranché par les préfets dès lors qu'ils auront reçu une directive politique au plus haut niveau de l'Etat.

Le Chargé des affaires générales ajoute à l'adresse du directeur de l'UFR sur les partenaires extérieurs et les usagers que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche a informé dans ces plans de reprise, de faciliter l'accès aux locaux pour les acteurs extérieurs au niveau des laboratoires avec les partenaires, dès lors qu'elles favorisent des recettes, qu'elles permettent de rétablir l'ordre normal et ne pas perdre de la ressource, doivent être favorisées. Il y aura également une tolérance à ce niveau et ce sera apprécié en tant que tel.

Madame Noel interroge par rapport au calendrier des reprises et demande ce qui été prévu pour les masters 2, cet élément aiderait la région, puisqu'il faut préparer la campagne des allocations de recherche. Cette campagne doit aussi se caler sur le calendrier de l'Université, qui a été décalé. Elle pense qu'il faut un calendrier pour permettre d'accompagner les étudiants qui aimeraient poursuivre en thèse l'année prochaine.

Le Président du Conseil académique comprend l'espace de contraintes qui s'impose à toutes les organisations, dont la collectivité qui est logée à la même enseigne que toutes les organisations. Il assure prendre contact dans les meilleurs délais pour caler les process internes au sein des deux écoles doctorales. Il rappelle que nationalement, la ministre a pris des mesures exceptionnelles pour prolonger des contrats doctoraux, les programmes de l'ANR et les financements de l'ANR. Pour autant, il estime que tout n'est pas parfaitement clair sur qui va payer, ces prolongations de contrat de thèse et de contrats doctoraux notamment. En Commission de la recherche a été évoquée la prolongation des contractuels de la recherche qui travaillent sur des prestations, les post-docs. Il pense qu'il faut se donner un peu de temps puisque toutes les questions arrivent en simultané. Il prend assure qu'il se rapprochera de la collectivité, dans les meilleurs délais, pour caler le même calendrier qui ne se passera pas dans les périodes habituelles.

Madame Noel ajoute que la collectivité s'adaptera par rapport au calendrier pour que ce soit le plus efficace.

Le Président remercie pour tous les efforts qui sont faits par la collectivité pour accompagner l'établissement et le territoire dans cette période extrêmement difficile.

Monsieur Le Corre remercie madame Noël de soulever ce point. Il confirme qu'en réunion de laboratoire, aussi bien qu'en réunion pédagogique de master 2, c'est un point qui a été aussi soulevé. Tout d'abord, le calendrier des allocations régionales. Il se dit ravi d'apprendre que la collectivité s'adaptera aux nouvelles contraintes car cela inquiétait de nombreux étudiants qui souhaitent candidater, mais qui ont pris du retard, comme beaucoup et par ailleurs, les allocataires qui sont actuellement en thèse avec des allocations région ont pris globalement deux mois de retard sur leur doctorat du fait de l'impossibilité soit d'aller en laboratoire, soit d'aller sur le terrain, soit d'aller à des missions de formation, etc. Il y a une demande des doctorants de

son UMR, mais il pense que c'est une demande globale de tous les allocataires région de l'université, s'il y a possibilité d'un financement de deux mois complémentaires pour les permettre de rallonger leur thèse de deux mois. Il pense que cela fait partie de la réflexion et des propos du Président du Conseil académique et souhaité aussi la faire remonter à la collectivité.

Madame Noel rassure qu'au niveau des collectivités, c'est aussi de s'adapter sur les réglementations qui ont été passées au niveau du gouvernement. Les services sont en train d'évaluer cette prolongation des allocations, donc des montages sont faits au niveau du FEDER pour pouvoir correspondre, en ce temps de crise, et répondre aux attentes des étudiants ne pouvant pas aller sur le terrain.

Monsieur Chamsi Said évoque la fracture numérique pour lequel il a eu plusieurs remontées des étudiants disant qu'étant actuellement en période d'examens, ils se retrouvent en difficulté de composer. Il a été demandé la possibilité, dans certaines conditions, d'autoriser que certains étudiants qui sont en fracture numérique de pouvoir passer leurs examens dans des salles informatiques à l'université. Puis, sur la campagne d'inscriptions, il suggère de communiquer afin que les étudiants sachent comment va se dérouler cette campagne d'inscriptions cette année, pour la restitution des cartes d'étudiants, le lieu de distribution des cartes, sur la possibilité d'avoir des accueils physiques. Quels dispositifs seront pris pour accueillir ces étudiants ? Enfin, pour les bacheliers arrivant dans l'enseignement supérieur et au regard de la crise, il questionne sur la possibilité de mettre en place une cellule ou un site, où les parents peuvent se renseigner car ils sont souvent inquiets et veulent être aussi orientés.

Le Président indique, pour pouvoir composer, qu'une salle informatique à destination des étudiants n'est pas possible en raison des textes qui précisent que les usagers sur site sont limités aux activités liées à la médecine de prévention. Sur la question de fracture numérique, il profite pour annoncer sur ce point que l'établissement a lancé une enquête SMS et des spots radio pour recenser les étudiants qui étaient en difficulté. Une centaine de jeunes a été recensé en difficulté en plus de ceux qui avaient été recensés par les composantes et qui ont d'ores et déjà été accompagnés. En parallèle, l'équipe présidentielle et la VPCA-FVU analysait les connexions à l'ENT avant le confinement et par la suite identifier des jeunes qui étaient en difficulté du point de vue de l'équipement informatique ou de la connexion au réseau. Sur cette base, un travail a été fait avec les collectivités pour avoir du matériel et des connexions Internet pour ces étudiants en difficulté. Donc, dans des délais très courts, il y aura à disposition des étudiants en fracture numérique environ 500 machines et en partenariat avec Orange pour qu'elles soient équipées de clés 4G pour avoir la connexion. Les dernières modalités sont en cours de finalisation pour amorcer la mise à disposition des machines aux étudiants. Il propose que ces étudiants se manifestent auprès de la VPCA-FVU et du VPE afin de transmettre le matériel et la connexion dans les meilleurs délais. Il pense que d'ici la semaine prochaine, la totalité pourra être à la fois paramétrée et ensuite mise à disposition des étudiants. Il remercie les collectivités, puisque c'est un budget conséquent de plus de 260K€ qui ont été mobilisés, soit à peu près une centaine de milliers d'euros par collectivité et le reste provenant de l'établissement. Sur la question relative à la campagne d'inscriptions, les éléments sont en cours de définition. Il a été demandé à la direction des études et de pilotage des formations, d'envisager tous les scénarios possibles sachant que la préférence est un démarrage au début du mois de juillet 2020 est de maintenir du présentiel pour cette étape qui est importante pour les étudiants, notamment les néo-entrants, pour avoir une visibilité des locaux dans lesquels ils vont évoluer. Tous ces éléments restent sous réserve de conditions sanitaires sur cette prochaine période, mais dans tous les cas, les travaux sont en cours. Enfin, sur la question de la ligne téléphonique, il reconnaît qu'il y a des parents, des étudiants et des lycéens qui sont inquiets. Ils ont la possibilité de solliciter des équipes qui sont dédiées, mais il n'y a pas de lignes téléphoniques dédiées à un numéro vert, par exemple, qui pourrait être proposé, même s'ils peuvent être mis en place. C'est la direction de l'orientation de l'information pour l'insertion professionnelle qui pourrait être en première ligne sur cette opération qui permettrait de renseigner ceux qui sont inquiets pour la prochaine rentrée. Dans tous les cas, ce qui a été validé au sein de l'établissement est un calendrier qui est identique. Dans le cas d'une deuxième vague ou un reconfinement, les éléments seront revus, mais la

vigilance reste accrue. Il fait part d'une information importante, puisque sur les prévisions de nouveaux entrants à partir de la prochaine rentrée sont en augmentation d'effectifs étudiants. Il y a eu des indications de la part de l'académie et la situation de crise actuelle pourrait amener sur cet ordre de grandeur, soit plus 1 500 à la prochaine rentrée universitaire. Il indique pour la prochaine rentrée un plan de continuité pédagogique pour faire en sorte qu'il y ait un système hybride présentiel/distanciel, au pire un système totalement distanciel si les conditions sanitaires ne sont pas réunies, pour accueillir ce nombre d'étudiants supplémentaires. Sur les quatre dernières années, l'évolution d'effectifs étudiants de l'université a progressé de plus 2 000 environ, dont 60 % de cet effectif entre 2017-2018 et 2018-2019. Il faut trouver collectivement les moyens et toute l'organisation qui vont permettre de les accueillir.

Monsieur Viale évoque les effectifs en Staps et d'après ses calculs 31 postes sont actuellement en déficit. Il est conscient de l'effort d'accueil que doit faire l'université vis-à-vis des jeunes qui postulent à l'université, mais fait savoir qu'il se trouve en grande difficulté puisque tous les titulaires doivent faire 200 heures supplémentaires pour amortir le déficit, même s'ils ont l'habitude d'en faire beaucoup, il faut trouver des vacataires et mobiliser au maximum les moyens ORE. Il peut y avoir des adaptations pédagogiques y compris dans les modalités hybrides qui aident actuellement. Au-delà de ces adaptations, il remarque que pour les remontées exceptionnelles de moyens, il ne voit pas comment cela fonctionnera structurellement, au-delà même des volumes horaires de cours. Selon lui, il faudrait fonctionner intégralement en distanciel. Dans ce cadre, comment est organisée une formation à l'encadrement physique des personnes pour la formation à l'encadrement sportif. Comment y arriver en atteignant un niveau suffisant de qualité ? Ensuite, sur le problème qui est commun aux formations massifiées, au-delà de la problématique Staps, s'il y a trop d'effectifs en amphithéâtre et en TD qui ne peuvent plus accéder aux salles de TD avec par exemple 80 à 100 personnes, qui s'engouffrent dans les cours magistraux dans les amphithéâtres pour du présentiel. Il évoque l'augmentation des effectifs au cours de ce mandat qui se rallonge et par conséquent en terme de personnel ne peut pas se faire complètement sans gestionnaire et sans une aide technique de secrétariat. Certaines composantes avaient mis en place cette problématique et à son avis bien en amont d'ingénieur pédagogique, il faut de la ressource humaine pour ce faire qui est la mise en ligne du contenu, que les enseignants soient déjà focalisés à la création du contenu. Dans ce contexte, il a évalué les propositions qui étaient de prolonger l'ancienne maquette. Selon lui, ce n'était pas forcément une solution, cela crée énormément de problèmes d'information avec des étudiants qui attendent les nouvelles maquettes des enseignants, qui sont projetés dans les nouvelles maquettes. Il trouve que c'est un mauvais signal de revenir en arrière, les inscriptions Parcoursup ont déjà débuté, etc. Il fait part aux administrateurs et aux collègues, être en très grande difficulté, et préfère passer du temps à préparer des cours qui serviront l'année prochaine. En évaluant la situation, il trouve que les avantages étaient relativement minimes de revenir en arrière alors que l'enjeu est de se préparer au futur qui est de préparer ces cours en ligne en tenant compte des changements administratifs qu'il y avait, avec un (L1 portail) défini par l'État, des séparations (en mentions), c'est-à-dire rester dans l'ancienne maquette. Ce travail ne correspond plus au texte actuel et au référentiel de compétences ainsi qu'aux fiches RNCP. Il pense que pour toutes les formations, il faudra être accompagné pour passer la NOF, car il considère être un peu la vague pilote et devra rentrer très vite dans ce système pour ne pas retarder complètement d'une année ces transformations alors que les équipes se sont mobilisées pour les mettre en place.

Le Président comprend la préoccupation de Monsieur Viale qui est directeur d'un département qui dispose de filières en tension. Il pense qu'il va falloir prendre le temps de la réflexion sur ce sujet spécifiquement de la rentrée, car accueillir un flux supplémentaire d'un seul coup, n'est pas évident. Quelques moyens ont été obtenus, comme dans le cadre du Plan ORE et des moyens sur la réforme de santé, donc trois millions d'euros environ sur les quatre millions demandés, qui permettent d'avoir une logique d'accompagnement aux moyens, notamment dans la seconde vague, des emplois contractuels d'enseignants et d'enseignants-chercheurs. Cela n'est certainement pas suffisant mais il va falloir trouver collectivement en interne, puis en mobilisant les autorités de tutelle, l'accompagnement nécessaire. Si cette vague se confirme, il faudra suivre l'évolution des effectifs et voir dans quelle situation l'établissement se trouvera à la prochaine

rentrée. Il termine sur ce point en expliquant que réglementairement, il n'est pas nécessaire de délibérer. Cependant, il souhaite, avec l'accord des administrateurs donner collectivement un avis sur ce plan de reprise de l'activité sur site en se limitant au document qui a été transmis par le service des affaires institutionnelles sur le cadrage à destination des composantes laboratoires et pôles et la répercussion sur les différentes structures de l'établissement. Pour ce faire, l'avis serait formulé *via* l'outil de vote à distance, si le paramétrage le permet.

Monsieur Boyer confirme que l'outil est paramétré de manière à rédiger un sondage dans ce sens. Il signale, suite à la demande d'une administratrice, avoir intégré la possibilité d'un « refus de vote » sur l'ensemble des votes, dans la mesure où se serait demandé.

Un temps est accordé aux administrateurs pour pouvoir exprimer leur avis sur ce point et certains éléments sont rappelés aux administrateurs se trouvant en difficulté de voter (mot de passe oublié, fenêtre du navigateur à rafraichir).

Le Président demande à clôturer le vote, en nous excusant pour cette difficulté qui n'est pas apparue dans le test, ce qui est effectivement assez étonnant.

Monsieur Boyer clôture et partage son écran qui affiche le résultat et donne lecture des votes.

Résultat du vote									
Vote à	électronique								
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					27				
Nombre de membres ayant été confrontés à un problème technique lors du vote					2				
Nombre de membres n'ayant pas pris part au vote en raison de l'application utilisée					1				
Nombre de voix	favorable	22	défavorable	1	abstention(s)	1	Refus de vote	0	

Point n°3 : Modification des critères de sélection pour l'accès en Master MEEF

Rapporteur : Monsieur Azzedine Si MOUSSA.

Ce point concerne la modification des critères d'admission pour l'entrée en master 1 parcours PE et en master 1 parcours CPE. Habituellement, des tests écrits en présentiel sont organisés en grands groupes, car le master PE l'an dernier a mobilisé deux grands amphithéâtres du campus du Moufia pour environ 500 candidats. La modification des critères est demandée en raison de la situation actuelle (cf. document). Il fait savoir qu'il est mentionné une attestation de natation pour les candidats du parcours « Professeur des écoles ». Il précise que cette attestation ne sera pas exigible immédiatement, puisqu'elle est difficile à mettre en œuvre, donc il y aura une attestation sur l'honneur comme quoi le candidat s'engage à fournir cette attestation, quand les piscines seront, rouvertes. Cette année, il y a 800 candidats pour une première année de master, pour seulement 170 places.

Madame Bourmaud s'étonne de cet effectif. Est-ce qu'il y a encore la possibilité d'augmenter le nombre de places ?

Monsieur Azzedine répond par la négative. Sur les 800 candidats, il y a des doublons qui vont diminuer cet effectif pour arriver à 600 ou 700. Mais il affirme qu'il y aura plus de candidats que l'année précédente. Sur le nombre de places, il indique que c'est une question récurrente et le nombre de places ne peut pas être augmenté, cette année elle est même diminuée.

Sans autre question, le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	Main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	Abstention (s)	0

Point n°4. Modification des statuts des unités de recherche PIMENT - ICARE - DIRE.

Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

- **4.1. Modification des statuts de l'unité de recherche PIMENT.**

Le statut de l'unité de recherche Piment a subi quelques modifications, notamment en lien avec les thèmes de recherche et des recommandations Hcéres. D'autres modifications ont été apportées afin de faciliter la lecture et les actualisations, notamment textuelles en rapport avec les statuts de l'université : le conseil des jeunes chercheurs remplace l'ancien conseil des doctorants au niveau de la gouvernance ; des clarifications ont été apportées au niveau de l'Assemblée générale pour les séances extraordinaires de cette Assemblée ; l'article relatif aux litiges et aux conflits a été précisé car il était porteur de confusion et d'interprétations sur le sujet. Enfin, un dernier article a été ajouté sur la révision des statuts. Les statuts du laboratoire Piment avaient été vus en assemblée générale de l'unité de recherche depuis le mois de décembre 2019 et ont reçu un avis favorable des différentes commissions : commission des statuts et du règlement intérieur le 26 février 2020, la Commission de la recherche le 24 avril 2020 et le Comité technique d'établissement le 7 mai 2020.

- **4.2. Modification des statuts de l'unité de recherche ICARE.**

La modification des statuts de l'unité ICARE, fait aussi suite aux recommandations du Hcéres, au niveau réglementaire en lien avec certains organismes, et principalement sur les thèmes de recherche qui ont été précisés, sur la clarification des catégories de membres, des dispositions sur l'assemblée générale et sur la direction de l'unité pour une meilleure lecture, de même que sur le règlement des différends, la révision des statuts et leur entrée en vigueur. Ces statuts ont été validés par l'Assemblée générale de l'unité en décembre, par la Commission des statuts et du règlement intérieur le 14 avril, en Commission de la recherche le 24 avril et en Comité technique d'établissement le 7 mai 2020 avec un avis favorable.

- **4.3. Modification des statuts de l'unité de recherche DIRE.**

La modification de l'unité de recherche DIRE est similaire, aux modifications précédentes des statuts du laboratoire ICARE. C'est également en lien avec les recommandations Hcéres, notamment sur le nombre d'axes ou de thèmes de recherche, qui est passé de quatre à trois ; quelques corrections textuelles afin de remettre à jour certains éléments ; de plus, l'appellation d'unité de recherche, en remplacement de l'appellation « équipe d'accueil ». Et aussi l'intégration au niveau de la classification des membres de l'unité d'une nouvelle catégorie, des membres émérites, en plus des membres permanents, associés et temporaires dans cette unité de recherche. Les mêmes éléments sont revenus sur la direction et la désignation du directeur, sur la détermination des responsables d'axes ont été améliorés au niveau de la définition sur les différents conflits qui peuvent éventuellement avoir lieu au sein de l'unité. La révision des statuts a été présentée en Conseil d'unité le 9 avril, en Commission des statuts et du règlement intérieur le 14 avril, en Commission de la recherche le 24 avril et Comité technique d'établissement le 7 mai avec un avis favorable.

Sans question particulière, **le Président** soumet aux voix les statuts séparément.

- **4.1. Modification des statuts de l'unité de recherche PIMENT.**

Résultat du vote	
Vote à	Main levée

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					27	
Nombre de voix	pour	27	non	0	abstention(s)	0

• **4.2. Modification des statuts de l'unité de recherche ICARE.**

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					27	
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

• **4.2. Modification des statuts de l'unité de recherche DIRE.**

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					27	
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Point n°5. Changement de sigle pour le laboratoire de chimie des substances naturelles et des sciences des aliments (LCSNA).

Rapporteur : Coordonnateur du pôle Excellence et Rayonnement.

Ce changement a été demandé dans le cadre du nouveau contrat quinquennal, l'ancien LCSNSA, s'appelle désormais le laboratoire de Chimie et de Biotechnologie des produits naturels. Le sigle correspondant est l'abréviation en anglais, CHEMBIOPRO. Lors du changement des statuts des équipes d'accueil en unité de recherche, ce nom a été entériné. La Commission de la recherche du 24 avril 2020 s'est prononcée favorablement à l'unanimité.

Sans autre remarque, le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					27	
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Point n°06. Demandes de financement.

Rapporteur : Coordonnateur du pôle Excellence et Rayonnement.

- **PIMIT : PHYTODENGUE – Phytomolécules anti-dengue** : 539 974,43€ dont 458 978,27 € (UE INTERREG V) et 80 996,16€ (Autres financeurs). Cela concerne la biodiversité des plantes de Madagascar et de La Réunion comme source de molécules actives. Ce projet consiste à identifier les composés bioactifs contre le virus de la dengue issus de la biodiversité réunionnaise et malgache pour le développement d'analogues synthétiques pour le transfert vers l'industrie pharmaceutique ;
- **PIMENT : Modélisation, simulation, expérimentation et optimisation multicritère de procédés de climatisation exploitant l'eau de mer profonde (en anglais SWAC pour Sea Water Air-Conditioning) en vue d'un déploiement de cette technologie à La Réunion** : 20 549,32€ (UE FEDER). Ce projet a pour but de poursuivre les travaux sur le SWAC, Sea Water Air Conditioning. Il s'agit de généraliser ces activités et de voir comment transférer cela sur

l'université de La Réunion et le territoire de La Réunion.

- **ICARE** : MayMobPro -Mayotte et mobilité professionnelle : outils mobiles et stages professionnels chez des adolescents bénéficiant du dispositif ULIS à Mayotte : 79 027€ dont 45 600€ (apport Université) ; Le titre complet est Mayotte et Mobilité professionnelle, outils mobiles et stages professionnels chez les adolescents bénéficiant du dispositif ULIS à Mayotte. Il s'agit de questionner le processus impliqué la construction identitaire, de voir comment se construit ce processus. La question de recherche essentielle : comment le contexte de Mayotte modifie la construction des choix professionnels des jeunes adolescents et comment s'élaborent les projets d'avenir des jeunes en situation de handicap à Mayotte. Sur un échantillon allant d'adolescents de troisième jusqu'au lycée.

Les trois demandes de financement ont été présentées lors de la Commission de la recherche du 24 avril 2020 et ont toutes reçu un avis favorable.

Le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Point n°07. Modification du plafond du nombre d'heures d'enseignement pour les personnels BIATSS.

Rapporteur : Directeur des ressources humaines.

Ce point concerne le rehaussement du plafond du nombre d'heures d'enseignement pour les personnels BIATSS. Actuellement, ce plafond est de 48 HETD pour l'année universitaire. Ces 48 HETD sont assimilables à 7 jours de congé sur l'hypothèse que ces heures d'enseignement interviennent sur les horaires de travail. À partir de ce constat, chaque personnel de l'établissement dispose de 58 jours de congé annuels, auxquels il faudrait soustraire les 33 jours de fermeture obligatoires de l'établissement. S'il est défalqué ces 7 jours, cela signifie pour les personnels BIATSS qui seraient en mesure de dispenser des heures d'enseignement, sur cette base des 48 heures, il leur resterait 18 jours de congé. D'un point de vue de la réglementation, il n'y a pas de plafond fixé, si ce n'est les textes réglementaires qui régissent le cumul d'activités accessoires, puisque ces heures d'enseignement sont formalisées via une demande de cumul d'activité accessoire. À partir de ces éléments, le Comité technique d'établissement du 7 mai 2020 a validé un rehaussement de ce plafond à hauteur de 64 heures par année universitaire dans la limite de 48 heures par semestre. Il rappelle que tout agent doit se consacrer à son activité principale, ce qui a conduit à la demande de rehaussement du plafond des heures d'enseignement pour le personnel BIATSS, qui dispose de compétences très particulières et qui peuvent donc intervenir au niveau des différents niveaux d'enseignement de l'université.

Monsieur Taglioni interroge sur le nombre de personnel BIATSS concerné dans cette situation d'enseignement.

Le directeur des ressources humaines donne quelques indicateurs sur l'année universitaire 2017-2018, le nombre d'agents concernés s'élève à 30 personnels BIATSS ayant effectué des heures d'enseignement, sachant qu'un tiers concerne des personnels titulaires. Pour information, les principales composantes faisant appel à ces personnels, pour cette année, sont principalement l'UFR DE et l'UFR ST.

Madame Bourmaud remercie pour ces données et fait savoir que le SNESUP s'y est opposé et indique son vote « contre » aujourd'hui également. Elle explique que 48 heures sur un semestre,

ne se traduit pas par 48 heures de cours uniquement, car les heures sont multipliées par 3 ou 4 heures de préparation. Selon le référentiel des maîtres de conférences, une heure de cours équivaut à quatre heures, avec trois heures de préparation, soit un total de 192 heures sur un semestre. Elle précise qu'un semestre représente trois mois et non pas six mois, par conséquent c'est 192 heures de moins pour les personnels BIATSS engagés dans l'enseignement des compétences qui leur sont propres, et qu'elle ne remet pas en cause par ailleurs. Cependant, elle estime ce volet horaire trop important. Autant, la formation se fera hors temps de travail prévu dans la fonction de BIATSS, autant la préparation se fait, la majorité du temps, sur le temps de travail BIATSS, puisque 192 heures, c'est significatif. Puis, selon ses propos, ce remplacement qui augmente, au fur et à mesure des années et des mandatures, pose le problème du recours au personnel BIATSS pour l'enseignement, même s'il s'agit de compétences souvent très spécifiques et techniques qui n'est pas toujours le cas. Elle regrette de ne pas faire appel, à des enseignants ou des enseignants-chercheurs et de véritables postes d'enseignants. Ce sont les deux raisons pour lesquelles elle s'y oppose et particulièrement par rapport au temps que représente une formation, en temps de cours, et également en temps de préparation.

Le Président indique que ces éléments ont été évoqués et la proposition est celle qui émane du Comité technique d'établissement. Il ne s'agit pas de prendre le temps du personnel BIATSS pour de l'enseignement. Il ne s'agit pas d'une activité principale, mais une activité secondaire qui se fait, bien souvent, sur demande des équipes pédagogiques et sur autorisation de cumul, les activités d'enseignement et leur préparation s'effectuant hors temps de travail BIATSS.

Monsieur Viale estime avoir été responsable d'une partie de cet usage pour l'UFR SHE, même s'il n'y a pas eu un volet d'heures important. Il rejoint les propos de Madame Bourmaud sur les calculs et sa conclusion pour dire que c'est irréaliste. Dans ce cadre, il n'est pas convenu de charges d'enseignement correspondantes. Il s'agissait des interventions de plus simple niveau qui correspondaient spécifiquement aux compétences maîtrisées par le personnel BIATSS. Bien évidemment, il n'était pas concevable, de demander à ces personnels BIATSS d'intervenir avec un temps de préparation équivalent à celui qu'indique Madame Bourmaud. Puis, revenant sur les formations massifiées, le volume horaire semble important, mais si un ingénieur technique intervient et qu'il a 16 groupes de TD, il trouve cela très pratique que ce soit un ingénieur qui intervienne sur une partie matérielle, mais qui risque de faire tout de suite 16 heures fois deux. Cette nécessité se justifie parfois, vis-à-vis d'un fonctionnement de TP scientifique, il est limité au maximum. Toutefois, il fait comprendre qu'il y a des situations liées aux formations qui peuvent prendre un peu plus d'importance. Il est préférable un personnel technique qui anticipe les problèmes en formant les étudiants spécifiquement sur des points techniques, qu'un personnel technique qui doit courir après les problèmes générés par une moindre formation des étudiants qui est une solution qui limite le temps de travail des personnels techniques qui n'est pas parfaite, mais qui explique le recours à cette démarche.

Madame Bourmaud demande s'ils n'interviennent aussi dans des évaluations.

Monsieur Viale répond que c'est un complément horaire à une UE quand il y a un point technique particulier où pour résoudre de manière spécifique un problème. Donc, ils n'interviennent pas en évaluation et les interventions durent deux heures pour ses services.

Monsieur Le Corre indique pour le laboratoire Entropie, se trouver dans le cas où, les personnels BIATSS, encadrent des sorties de terrain, en particulier, dans le cadre de l'enseignement. Il demande en toute rigueur, qu'il faudrait que ces encadrements de nature pédagogique soient faits à des dates où les personnels ont posé un congé, par exemple ? Les sorties de master, typiquement, sont entre le lundi matin et le vendredi, donc dans des heures de temps de service. S'il continue à leur demander d'encadrer les sorties de terrains ou de faire d'autres types d'interventions pédagogiques pour lesquelles ils sont experts, il faut que ce soit dans leurs temps de congés.

Le Président acquiesce.

Le directeur des ressources humaines pense qu'il est malgré tout nécessaire de bien distinguer si ces encadrements relèvent des missions principales ou pas. Si c'est le cas, il n'y a pas obligation de poser des congés. En revanche, si c'est une activité rémunérée, donc accessoire, il faut poser des congés par rapport à ces intervalles qui seraient considérés comme des heures supplémentaires.

Monsieur Le Corre comprend soit les personnels considèrent que cela fait partie de leur charge de BIATSS de l'UMR de soutenir la pédagogie, mais à titre gratuit, dans ce cas, ils n'ont pas besoin de demander de congés. Soit, ils demandent une rémunération, ce qui serait tout à fait légitime. Dans ce cas, c'est sur leur temps de congés. Il demande confirmation.

Le Président acquiesce et explique que ce point est lié à une activité secondaire, mais si ces activités rentrent dans le cadre de leur mission, ils peuvent le faire sur leur temps de travail. Par contre, il faut que ce soit inscrit sur la fiche de poste. Pour qu'ils puissent valoriser comme étant une activité accessoire.

Sans autre question, le Président procède au vote.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	2

Point n°08. Révision des conditions générales de vente de la direction de la formation professionnelle tout au long de la vie (DFTLV).

Rapporteur : Président.

Il s'agit d'un toilettage rendu nécessaire en raison du changement de dénomination puisque, la DFTLV est issue du SUFP et ce dernier n'existant plus, il faut mettre en conformité ces éléments. Par conséquent, il faut changer la dénomination et le numéro de SIRET pour la prise en considération d'une nouvelle réglementation, dans le cadre de la formation continue.

Le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Point n°09. Grilles tarifaires.

Rapporteur : Pascal BARET.

Ces coûts horaires sont votés dans les différentes instances pour la formation continue et la formation par apprentissage ou pour les DUT, en apprentissage et pour les licences professionnelles et courtes.

Pour les grilles tarifaires du SUAC, il s'agit des activités pour les personnes extérieures et pour les étudiants, avec une tarification identique à celle de l'année précédente.

Sans remarque particulière, le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Point n°10. Calendrier d'ouverture et de fermeture administratives de l'établissement pour l'année 2020-2021.

Rapporteur : Directeur des ressources humaines.

Ce point concerne le calendrier d'ouverture et de fermeture administrative de l'établissement de l'année universitaire 2020-2021 relatif aux deux périodes de fermeture obligatoire de l'établissement. La première période est l'été austral et la deuxième période concerne l'hiver austral. A l'instar de l'année universitaire 2019-2020, les mêmes périodes ont été quasiment reconduites pour tenir compte des jours fériés ou des dimanches ou week-end. Il est donc proposé pour l'année universitaire 2020-2021 : du 18 décembre 2020 jusqu'au 10 janvier 2021 inclus pour une période de fermeture de l'été austral, soit 13 jours ouvrés et du 16 juillet 2021 au soir jusqu'au 15 août 2021 au soir inclus, pour l'hiver austral, soit au total, la même volumétrie du nombre de jours de congé que cette année universitaire, donc 33 jours de fermeture obligatoire pour l'établissement.

Le Président procède au vote.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Point n°11. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président

Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente les conventions devant être approuvées par le conseil d'administration.

Le Président soumet aux voix les conventions pour approbation :

- 7 conventions "hors recherche" ;
- 3 conventions « recherche ».

Madame Bourmaud demande des précisions sur la convention à la charge à l'université par rapport à un personnel de l'Université.

Le Responsable des affaires juridiques et du contentieux indique l'accident d'une personne qui est entrée sur le campus de l'INSPE et pour laquelle l'université a dû régler le litige, puisqu'elle n'est pas assurée au niveau de ses biens immeubles.

Madame Bourmaud demande si les frais correspondent à la moto.

Le Responsable des affaires juridiques et du contentieux acquiesce et ajoute qu'il y a aussi les frais en lien avec le dommage corporel.

Le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Point n°12. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information

Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

Le responsable du SAJC présente les 27 conventions hors recherche et 9 conventions recherche pour information.

Madame Bourmaud interroge sur les conventions n°6 et 7 avec la DEAL, sur lesquelles elle constate une prolongation de la durée de la convention. Elle demande si c'est en référence aux conditions actuelles.

Le Responsable des affaires juridiques et du contentieux indique ne pas pouvoir répondre, à son niveau, puisque le service des affaires juridiques ne gère pas les conventions « recherche », mais sont gérées par la DRIVE.

Le coordonnateur pôle rayonnement et excellence explique qu'un état des lieux des conventions étaient existants, donc sur certains projets de recherche, il y a d'ores et déjà des demandes de prolongations qui ont été obtenues avec certains opérateurs.

Madame Bourmaud ajoute pour Enthropie avoir remonté un tableau sur les demandes de prolongation de thèses, de contrats et de conventions et en constate uniquement deux qui en font partie.

Le coordonnateur pôle rayonnement et excellence fait savoir que les demandes sont traitées au fur à mesure des réceptions. Effectivement, les demandes remontées par chaque laboratoire sont en cours de traitement, il fait savoir que d'autres sont aussi niveau des FEDER et reste en attente de réponse pour certains, alors que pour d'autres financeurs, le traitement est fait plus rapidement.

Aucune question diverse

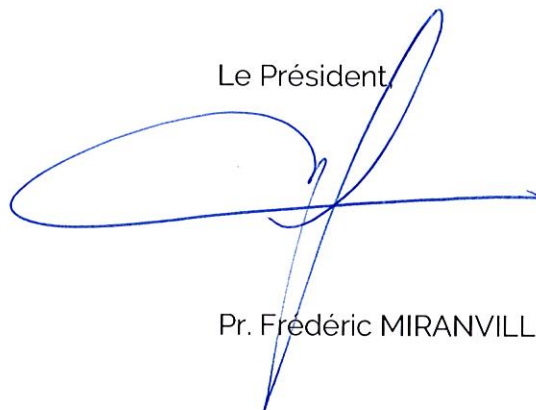
L'ordre du jour étant épuisé, Le Président adresse ses remerciements aux participants et clôture la séance à 14h17.

La secrétaire de séance



Tatiana LEBEAU

Le Président



Pr. Frédéric MIRANVILLE